



## Déclaration liminaire de la FSU 91 CSAD 91 du mardi 26 novembre 2024

Madame la Directrice Académique,

Nous retiendrons tout particulièrement cette rentrée scolaire 2024 : elle a sa place dans nos annales syndicales parce qu'elle détient le triste record du nombre de mensonges proférés pour salir l'école et une profession déjà bien attaquée. Cette instance se tient alors que le gouvernement et une certaine classe politique ont décidé de faire haro sur les fonctionnaires, les désignant comme boucs-émissaires d'une dette financière elle-même engendrée par une politique favorisant l'investissement privé. Les annonces et les propos de Guillaume Kasbarian, ministre de la Fonction publique, ont suscité une grande colère dans la Fonction Publique, qui s'est sentie stigmatisée, alors même qu'elle est malmenée par des années de restrictions budgétaires, d'attaques statutaires et de politiques de déconstruction des services publics. Voilà le premier mensonge ! Toutes les études ont montré que l'instauration d'un seul jour de carence avait eu pour effet, non pas de réduire les arrêts maladie, mais de rallonger les arrêts maladie de fonctionnaires épuisés. Rappelons que les personnels Éducation nationale sont moins absents que d'autres personnels de la fonction publique, mais surtout que les chiffres justifiant cette réforme sont contestés. Pour les personnels, ces mesures seraient d'autant plus vexatoires qu'un certain nombre de maladies épidémiologiques sont contractées sur les lieux de travail. Ces mesures, bien plus politiques que financières, auraient pour effet d'aggraver les écarts de salaires entre les hommes et les femmes, davantage touchées par les arrêts de travail. Les fonctionnaires, amenés à travailler plus longtemps en raison de l'allongement des carrières, verraient leurs conditions de travail et leur santé encore plus dégradées. Cette réforme viendrait affaiblir encore plus l'attractivité des métiers. Pour rappel 3000 postes restaient vacants, à l'issue des concours. L'Éducation Nationale peut-elle se permettre de traiter encore plus mal ses agents ?

Les raisons de la colère sont multiples pour les personnels. Le projet de budget 2025 fait le choix de l'austérité brutale. Alors que l'École est déjà à l'os, l'annonce de près de 4000 suppressions de postes, qui sonne comme un véritable sabordage de l'école publique, va se traduire dans les départements par un véritable carnage. C'est une provocation de plus pour une école censée être la priorité du Président. Le budget 2025 prévoit de nouveau le gel du point d'indice des fonctionnaires, alors que leur pouvoir d'achat a baissé de plus de 18% depuis 2010. Dans un contexte d'inflation constante, le gouvernement préfère ne pas soutenir celles et ceux qui permettent d'assurer le fonctionnement des services publics. Un choix inacceptable quand on sait que 1% d'augmentation du point d'indice (2 milliards d'euros) ne représente que 2% des aides publiques versées aux entreprises dont certaines licencient massivement sans rien rembourser. C'est dans ce contexte que Nicolas Sarkozy choisit de balancer, comme une bombe, un deuxième mensonge. Quand il évalue, non sans mépris, le temps de travail des enseignantes de maternelle à 24h par semaine, six mois par an, alors que la DEPP fait état d'un temps de travail moyen pour les enseignants de 43h par semaine, cet ancien président crache à la figure de milliers de professeur.es des écoles. Ce mensonge est inacceptable quand on sait dans quelles conditions les personnels travaillent. Dans le premier degré, l'absence de personnels remplaçants, même pour les remplacements prévus, désorganise les écoles, surcharge les classes, dégrade les conditions de travail et les conditions d'apprentissage de toutes et tous. Prévoir et assurer le remplacement des enseignant.es, tout comme garantir la santé et la sécurité des personnels, sont de la responsabilité de l'employeur. Dans le premier degré, toutes les mesures et réformes imposées se succèdent sans une véritable prise en compte de la réalité du terrain. Nos collègues, enseignant.es et AESH, sont abandonné.es et contraint.es d'improviser face à des situations de plus en plus complexes, alors que les besoins fondamentaux – en formation, en soutien psychologique, en ressources matérielles

– ne sont jamais satisfaits. Dans le premier degré, le nombre de signalements concernant l'accueil des élèves à besoins éducatifs particuliers est extraordinaire et inquiétant. Les chiffres sont parlants : les effectifs des élèves relevant de l'ASH continuent d'augmenter, tandis que les moyens et la reconnaissance se réduisent comme peau de chagrin. L'Éducation Nationale peut-elle se permettre de traiter encore plus mal ses agents ?

Au milieu de ces mensonges, que fait la ministre Genetet ? Elle se mure dans le silence sans prendre la peine de défendre son ministère. Elle poursuit le spectacle honteux du Choc des Savoirs, avec son acte II, en maintenant les regroupements de niveau en Sixième et Cinquième à la rentrée 2025, sans tenir compte du refus unanime de la profession et du fiasco de la mise en place des premières mesures de la réforme. C'est bien là aussi une autre forme de mensonge. Surtout ne pas avouer que seulement 26% des collèges appliquent réellement cette réforme. Surtout ne pas reconnaître que cette réforme désorganise tous les services et dégrade les conditions de travail et d'accueil des personnels et des élèves. Surtout fermer les yeux sur l'inefficacité de cette réforme et sur la souffrance largement exprimée par les enseignants. Surtout faire semblant de continuer de mettre en place cette réforme en Quatrième et en Troisième. Rétablissons la vérité : la mobilisation intersyndicale et de la profession, ainsi qu'un budget insuffisant, ont mis en échec ce projet. D'ailleurs le coup de théâtre qui a retenti le 21 novembre nous donne raison : le rapporteur au Conseil d'État a donné un avis positif aux recours portés par le SNES-FSU contre l'arrêté et la note de service qui créaient les regroupements de niveau. D'ici trois semaines environ, le jugement définitif sera donné, mais c'est d'ores et déjà une victoire juridique et politique qui doit permettre à la profession de résister sur le terrain. L'Éducation Nationale ne peut décidément pas se permettre de traiter encore plus mal ses agents.

Et pourtant, dans notre département, s'agissant de ce bilan de rentrée, la liste de nos demandes est longue et s'allonge chaque jour, à la mesure du dysfonctionnement de notre service public d'éducation. L'exemple du lycée Doisneau à Corbeil-Essonnes qui entame depuis hier une deuxième rentrée après un premier trimestre épuisant et scandaleux à tous points de vue, l'exemple de l'école Chevrier à Brétigny où l'équipe est en miettes, toutes les situations particulières que la F3SCT n'a pas pu traiter faute de temps, témoignent des immenses difficultés de la profession dans l'Essonne. La FSU est, à ce jour, toujours en attente de dates pour trois audiences, dont les sujets sont essentiels et emblématiques de l'indifférence dans laquelle se trouvent nos collègues. Quand auront lieu ces audiences sur la rémunération des enseignantes référentes REP et REP+, sur les situations d'AESH et sur les conseils médicaux ? Si dans l'Essonne, on ne nous ment pas, on ne nous répond pourtant pas. Et la frontière est parfois maigre entre le silence et la dissimulation. De ce point de vue, il nous est particulièrement difficile d'ignorer la question des élèves non affectés en cette rentrée 2024. Que signifie votre silence sur les chiffres que nous demandons à connaître depuis juillet dernier ? Que signifie votre silence sur les élèves affectés dans le privé et dont la scolarité est financée par le ministère ? Que signifie votre silence sur les élèves UPE2A non affectés ? Que signifie votre silence sur l'accueil des élèves EANA depuis septembre ? Nous tenons à votre disposition des situations alarmantes d'adolescents qui sont encore à ce jour sans affectation et qui méritent toute votre attention.

Notre département offre donc, tant dans le premier que dans le second degré, un terrible exemple d'une carence dans l'organisation du service public d'éducation. Vous conviendrez, Madame la Directrice Académique, que ce tableau est bien sombre et qu'il n'est pas entendable, dans ces conditions, que le gouvernement ait pour projet de nous imposer trois jours de carence en cas d'arrêt maladie. Ne jetons pas aux visages des personnels la carence que les dernières politiques successives ont elles-mêmes creusée à coups de réformes iniques. C'est le travail, tel qu'il est prescrit et tel qu'il est vécu, qui rend malades les personnels d'éducation. La FSU mettra tout en œuvre pour combattre ce projet et s'engagera dans toutes les mobilisations à venir, à compter du 5 décembre, sur les lieux de travail et dans la rue, pour faire entendre la colère, l'indignation et la souffrance d'une profession maltraitée et épuisée.